

CGT Rapid'Info Bretagne

Bimensuel—le N° 0,15 € - Directeur de la publication : Christian PELTAIS
Tél. 02 99 65 45 90—Fax : 02 99 65 24 98—e-mail : cgt.bretagne@wanadoo.fr—I.S.S.N. : 1258-7745—C.P.P.A.P. : 0708 S 07992

Vous trouverez dans ce bulletin :

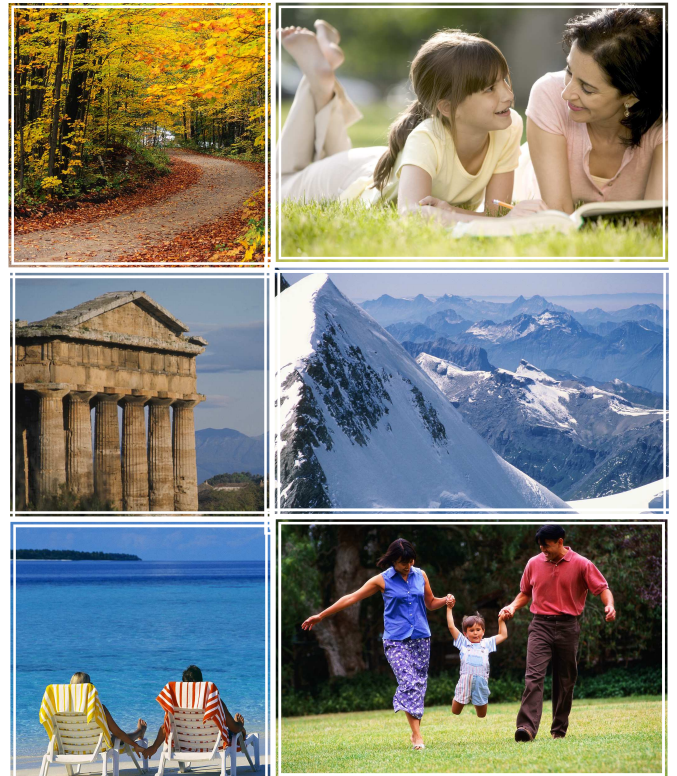
- l'introduction à la rencontre du 19 juin avec les secteurs professionnels, fédérations, le Comité Régional, les U.D. et U.L. ainsi que l'espace Vie syndicale confédéral
- Un résumé de la restitution des débats.

Cette rencontre fait suite à la première initiative de ce type, du 19 février, sur la nécessité de mieux travailler ensemble dans la C.G.T. en croisant professions et territoires pour aller en direction des syndicats.

Si cette rencontre peut être considérée comme une nouvelle étape, elle démontre aussi la nécessité d'être tenace dans cette volonté de travailler ensemble, en surmontant les difficultés et en valorisant ce que nous réalisons.

La situation économique et sociale, les prévisions du Medef, la volonté de réformes du Président de la République et du Gouvernement ne peuvent que renforcer ce que nous avons engagé pour développer un syndicalisme de conquête sociale.

Tout naturellement, la préparation de la conférence régionale et sa tenue devront intégrer ces réflexions.



Bonnes vacances à toutes et à tous

Sommaire

Rencontre régionale du 19 juin avec les secteurs professionnels, fédérations, le Comité Régional, les U.D. et U.L. et l'espace Vie syndicale confédéral :

1. L'introduction à la discussion par Thierry Gourlay, Secrétaire Général de l'U.D. du Finistère p. 2
 2. Le résumé de la restitution des débats par Yann Daniel, Secrétaire Général de l'U.D. des Côtes d'Armor p. 6
- Egalité professionnelle Femmes-Hommes :
rappel des dates des stages départementaux p. 6

Rencontre du 19 juin 2007 :

- ⇒ Secteurs Professionnels,
- ⇒ Fédérations,
- ⇒ Comité Régional,
- ⇒ Unions Départementales,
- ⇒ Unions Locales,
- ⇒ Espace Vie syndicale confédéral.

Intervention d'ouverture de Thierry Gourlay Secrétaire Général de l'Union Départementale du Finistère

C'est à partir de ce que nous avons décidé le 19 février dernier à Rostrenen que nous nous retrouvons aujourd'hui dans la même configuration, complétée de la présence de certaines Unions Locales de la Région.

La participation d'aujourd'hui valide notre ambition de travailler encore plus ensemble et mieux entre les professions et les territoires.

A l'issue de la réunion de février, un compte rendu a été adressé à l'ensemble des organisations professionnelles et territoriales de Bretagne.

Cette participation qui représente 70% de nos forces organisées, souligne le grand bond en avant sur la nécessité du « faire ensemble ». Ainsi, il a été décidé de s'adresser collectivement aux syndicats de la région sur cette base :

- **Décision de croiser professions et territoires pour aller en direction des syndicats,**
- **Décision de se déployer là où la C.G.T. n'est pas présente et où les salariés sont peu organisés.**

Dans le cadre de la préparation de la semaine de syndicalisation du 2 au 6 avril, les U.D., FD et les secteurs professionnels présents à Rostrenen vont s'appuyer sur le premier bilan réalisé à l'issue de la semaine de renforcement de janvier, pour travailler sur deux dimensions et prendre en compte l'activité revendicative dans et hors de l'entreprise :

- Définir ensemble, professions et territoires, des plans de redéploiement vers les salariés.
- Travailler ensemble les questions de vie syndicale dans les syndicats, c'est à dire les 25 décisions du congrès confédéral.

Ainsi, la place du cahier revendicatif dans le syndicat, sur le lieu du travail et les besoins convergents sur les bassins d'emploi, les lieux de vie seront travaillés par toute la C.G.T. afin que les interventions C.G.T., là où se prennent les décisions, soient porteuses des revendications des salariés.

Toutes les organisations de la C.G.T. organisées sur la Bretagne sont décidées à donner une lisibilité sur ce que porte la CGT et chercheront à être en phase avec les besoins des salariés dans les entreprises et sur les lieux de vie.

Dans ce cadre, ils rechercheront en-

semble professions et territoires, à créer le rapport de force le plus haut possible pour gagner sur les revendications, sachant qu'ils auront comme souci permanent de travailler sur le lien action revendicative et renforcement.

L'idée a été avancée de tenir des réunions du Bureau du CRB et secteurs professionnels tous les trois mois.

C'est donc dans un objectif de rechercher un réel décroisement que nous nous sommes quittés avec la décision d'organiser une nouvelle rencontre fin avril-début mai et en septembre, en intégrant la préparation de la conférence sur les U.L.

A ce jour, nous avons besoin collectivement de faire un premier bilan de ce que nous avons mis en œuvre envers nos syndicats pour gagner au renforcement de la CGT.

Cela est d'autant plus nécessaire qu'à l'issue de cette période électorale, nous avons des responsabilités particulières pour que les salariés s'expriment à partir de leurs besoins.

Avant d'engager concrètement des pistes de travail, je vous propose de situer notre échange dans la vie en vous présentant quelques données essentielles pour mesurer ce que-

nous avons à faire.

Dans un premier temps, nous ne pourrions faire l'impasse sur le fait que depuis le 6 mai dernier, la France a un nouveau Président de la République. C'est avec 53 %, à l'occasion d'un scrutin marqué par une forte participation, que Nicolas Sarkozy a été élu pour cinq ans.

Dès le 10 mai, la CGT s'est exprimée en direction des salariés pour leur faire part de son appréciation au vu de la nouvelle situation et en leur précisant la nécessité pour eux de s'impliquer davantage dans leurs affaires.

La démocratie ne se réduit pas à l'expression citoyenne à l'occasion d'une élection politique. Elle implique que les grandes décisions économiques et sociales soient soumises à concertation et négociation.

Pour que les revendications des salariés, des chômeurs, des retraités soient prises en compte, il est nécessaire de renforcer le syndicalisme, ainsi que son unité. Ce sont des éléments déterminants pour mieux répondre aux attentes qui se sont exprimées. L'avenir ne se fera pas sans les salariés et sans un syndicalisme reconnu, écouté et renforcé, sans un syndicalisme plus uni.

Comme nous l'avons souligné avant le scrutin, l'élection de Nicolas Sarkozy, ce n'est pas simplement un autre président issu de la droite. Par ses orientations, ses déclarations, sa conception hyper centralisée du pouvoir, la configuration change profondément, autant pour ce qui relève de la politique intérieure que de la politique étrangère et du positionnement de la France sur la scène internationale.

Cependant, le résultat du vote ne conclut pas au fait que les citoyens adhèreraient au programme du nouveau président de la république. Le taux de participation aux présidentielles est révélateur de l'ampleur des attentes des citoyens et bien sûr parmi eux, les salariés, toujours et plus que jamais confrontés à l'insécurité sociale. Un diagnostic que la CGT a posé déjà depuis plusieurs années.

Cela démontre que les Français ne sont pas indifférents à la politique. Si

les citoyens ont indiqué une forte volonté de sortir d'une société sans issue, nous devons considérer que nous pouvons contribuer au contenu des réformes à entreprendre car nous ne devons pas oublier que ce sont bien les préoccupations sociales qui ont été jugées prioritaires par les citoyens tout au long de la campagne.

Pour preuve le résultat des élections législatives et l'effet qu'a eu l'annonce de l'instauration de la TVA Sociale.

Pour cette élection, le niveau de participation a été moindre. Cela s'explique en partie par le sentiment que c'est l'élection du chef de l'Etat qui apparaît désormais primordiale dans le fonctionnement des institutions. Il n'en demeure pas moins qu'une majorité de députés de droite est à l'Assemblée Nationale, même si celle-ci est en-dessous des espérances présidentielles.

Dans cette nouvelle période, la CGT a l'ambition d'intervenir sur tous les lieux pour permettre de faire avancer les revendications des salariés.

Le Premier Ministre, dès dimanche soir, a annoncé avoir l'intention de mener rapidement de front un ensemble de réformes. Attention cependant au grain de sable, à l'excès de confiance qui ont perdu d'autres gouvernements avant celui-ci. C'est aussi pour cela que le débat sur la nature des changements sociaux reste ouvert et tout en étant parfaitement conscients des objectifs du gouvernement, nous devons faire tout pour ne pas agir ou nous exprimer comme si tout était programmé d'avance, comme si nous n'avions aucune prise sur les événements.

Nous avons tous besoin d'être présents dans le débat d'idées, sur les solutions à mettre en œuvre et cela dépend de notre capacité à porter des messages cohérents sur tous les lieux de travail et, en particulier, rapidement sur tous les lieux où nous sommes déjà organisés, mais aussi partout où nous

disposons d'une présence institutionnelle qui nous confère le droit et la possibilité de nous adresser aux médias.

Nous avons plus que jamais besoin de porter des campagnes syndicales nationales cohérentes dans lesquelles toutes nos forces militantes soient impliquées. Reconnaissons-le, nous avons encore de quoi impliquer une plus grande part des organisations, du corps militant pour disposer de l'ensemble de notre force de frappe. Je dois le dire, nous avons encore du mal à gagner cette cohérence, à réellement confédéraliser notre activité et nos campagnes revendicatives. Je le dis encore plus clairement : nous ne pourrions pas souffrir plus longtemps d'une juxtaposition de campagnes ou d'initiatives qui donnent l'impression parfois de s'ignorer ou, pire d'être en concurrence les uns avec les autres.

Si nous ne progressons pas en la matière, nous laisserons trop souvent le champ libre à ce gouvernement et au patronat, MEDEF et CGPME en tête, qui vont chercher à articuler leurs démarches avec un relais souvent complaisant sur le plan médiatique.

C'est le cas par exemple en ce qui concerne les salaires. La campagne que nous avons engagée doit prendre toute son intensité dans la semaine du 22 au 26 juin.

Le premier semestre a vu une montée en puissance de la revendication salariale, elle peut prendre une nouvelle dimension au moment où le gouvernement souhaite s'en tenir à la seule revalorisation minimale du SMIC, c'est-à-dire sans coup de pouce particulier au 1^{er} juillet.

Réussir cette initiative, c'est déjà concrétiser notre démarche offensive face à ce nouveau gouvernement et au patronat.

Vous l'aurez compris, cette situation nouvelle implique d'accélérer la mise en œuvre des décisions du 48^e Congrès de la CGT et confirme l'utilité d'une réunion telle qu'elle est aujourd'hui, pour passer une nouvelle étape dans le long

et dur chemin du passage du dire au faire.

Un des déterminants est de gagner à travailler autrement en direction de nos syndicats. Et c'est en abordant la période qui s'ouvre de manière offensive et responsable que nous serons d'autant plus crédibles auprès de l'ensemble des syndicats, crédibles dans le sens d'actions cohérentes et coordonnées à mener de manière professionnelle sur un territoire donné.

Cela s'avère d'autant plus nécessaire que nous allons devoir engager de vastes campagnes d'explication, d'argumentation auprès des salariés pour que le contenu des réformes à venir soit décidé à partir des besoins des salariés. Et il y a de quoi faire au vu des prévisions gouvernementales. Dès juillet, plusieurs sujets seront traités à l'Assemblée Nationale :

- Le paquet fiscal,
- La loi sur les heures supplémentaires,
- Le service minimum,
- L'avenir GDF

Sont également en préparation plusieurs conférences :

- L'égalité professionnelle femmes/hommes,
- Les conditions de travail,
- La démocratie sociale,
- Le contrat de travail.

Nous devons tout faire pour démontrer que ce n'est pas le gouvernement qui va décider du contenu mais que c'est en fonction des exigences sociales que se fera le contenu des réformes.

Comme cela avait été dit par Christian PELTAIS, le 15 février dernier, c'est aussi en préparant la conférence régionale qui est maintenant fixée aux 8 et 9 novembre prochains qu'il nous faut pousser la réflexion d'un travail ensemble plus réactif et régulier, pour mieux gagner en efficacité auprès des salariés.

Il ne s'agit pas ici d'anticiper les dis-

cussions nécessaires dans les syndicats, mais de regarder comment nous pouvons, d'ici cette échéance, réussir ensemble à identifier le salariat en région Bretagne, en lien avec notre implantation syndicale. Il ne s'agit pas simplement de prendre les chiffres INSEE mais de se donner les moyens de connaître le plus précisément possible les lieux où nous devons intervenir pour se donner encore plus de force.

Cette proposition qui doit nous être utile à tous, peut être un moyen pour nous aider les uns et les autres à s'engager dans la confédéralisation.

Nous n'avons rien à réinventer, nous avons déjà tout décidé, en congrès confédéral, fédéral, d'UD, d'UL, de conférence professionnelle ou territoriale, nous devons juste veiller à faire ce que nous décidons, sans différence entre les uns et les autres. Cette méthode du travail ensemble dans la CGT est à tous, sans exclusion. Il n'y a pas non plus les pro et les interpro, il y a besoin de construire autrement pour que nous soyons toutes et tous encore mieux CGT.

L'objet de cette seconde réunion en 2007 vise à passer une étape qualitative dans la réalisation d'initiatives qui doivent nous engager collectivement. Par exemple, quelle complémentarité de la dimension territoriale dans une élection professionnelle ? Je pense en particulier, mais pas seulement, à la santé.

Si on ne s'arrête pas un peu pour regarder comment on peut s'aider pour aller à la rencontre de tous les salariés concernés par les élections d'octobre, nous ne nous donnons pas tous les moyens pour que la CGT reçoive l'écho qu'elle peut et doit avoir.

Aller dans tous les hôpitaux passe peut-être. Mais dans les maisons de retraite ? Dans toutes les structures, ici ou là, où des salariés vont devoir élire leurs représentants ? Où est-il possible de gagner une implantation syndicale ?

Il est impératif de travailler avec les syndicats et pas seulement de la santé pour gagner ce pari. C'est valable pour tous les secteurs professionnels quels qu'ils soient, comme la complémentarité va aussi être nécessaire

pour gagner les élections prud'homales du 3 décembre 2008.

Là aussi, ne nous y trompons pas, la campagne est déjà commencée, pas entre syndicats, mais entre les salariés et les ambitions du Président de la République de réformer le contrat de travail, la démocratie sociale. C'est à l'ordre du jour de l'action de la CGT.

Ces deux exemples pour mettre en évidence la nécessité de connaître notre terrain d'intervention. Où sont les salariés ? Qui sont-ils ? Quelles qualifications ? Quels types d'emplois ? Quel type d'entreprise ?

A part dire que le nombre de salariés augmente, que le chômage augmente, que les PME gagnent du terrain, qu'il y a de plus en plus de licenciements...

Je ne suis pas en capacité aujourd'hui, sur l'UD, mais ça doit être un peu pour tout le monde pareil, d'être précis sur le salariat, ou de répondre par exemple aux patrons de la CCI qui interviennent dans la presse en disant que tout va bien dans le département.

C'est bien cette précision qu'il nous faut gagner et elle ne peut se concevoir sans que nous le fassions ensemble, professions et territoires, car c'est notre bien commun, le champ d'intervention qu'est le salariat sur la région. En construisant cet état des lieux, nous nous donnerons ensemble plus de force.

Mettre en symbiose nos forces syndicales et le salariat, c'est réussir la photographie du socle avec lequel toute la CGT qui va s'engager dans un plan de déploiement sans précédent. C'est aussi avec les élus et mandatés de la CGT que nous donnerons l'effort nécessaire pour engager massivement les syndiqués dans la bataille de la syndicalisation et des conquêtes sociales.

Là aussi des efforts de connaissance sont nécessaires, car, si nous pouvons avoir globalement une estimation du nombre d'élus CGT dans les entreprises : qui sont-ils ? Où sont-ils ?

Quand y a-t-il des élections ? Combien de mandats ? Beaucoup reste à apprendre.

Là aussi, le chantier est vaste et ne peut être qu'un objectif partagé entre les U.D. de la région et toutes les professions.

Gagner sur la connaissance du salariat, des élus et mandats CGT, pourrait être un objectif concret que nous nous fixerions avant la conférence régionale.

La rencontre des syndicats demeure l'outil le plus efficace mais aussi le plus délicat pour gagner l'investissement des syndicats dans la mise en œuvre des décisions.

Le plus efficace car c'est en échangeant, en confrontant, en faisant mesurer les enjeux aux salariés, sans aucune frontière pro ou interpro, que les directions syndicales s'impliquent davantage dans une activité CGT.

Délicat, car cela demande beaucoup d'efforts, de disponibilité, pour aller dans les syndicats.

Cela pose la question du travail collectif, de l'implication des directions, des structures et de la réalisation de plans de travail communs, collectifs et partagés.

Si nous pouvions, là aussi, franchir un cap, à partir de la feuille de route confédérale, nous pourrions nous donner les moyens d'impliquer davantage nos syndicats. Cette feuille de route, vous l'avez reçue avec l'invitation.

1. **Connaissance du champ salarial couvert (nombre, catégories, secteurs, âges, sexes, entreprises –pour un syndicat local-, retraités...).**
2. **Principales revendications et mode d'élaboration (consultation des salariés, cahier revendicatif...).**
3. **Evolution des influences électorales (C.G.T. et autres organisations syndicales).**
4. **Connaissance et évolution de nos forces (nombre de syndiqués, évolution catégories,**

sexes et âges, syndicalisation, adhésions...).

5. **Fonctionnement du syndicat (responsabilités militantes, organisation et réunions de direction du syndicat, lien avec les syndiqués, utilisation du GoGiTiel, congrès ou A.G. du syndicat...).**
6. **Elus et mandatés (nombre, mandats détenus dans les I.R.P. et ailleurs, mode de désignation des candidats aux élections et des D.S., rapport avec le syndicat...).**
7. **Politique de formation syndicale (accueil, formation générale, qui, à quoi et comment le syndicat forme-t-il ?...).**
8. **Communication (diffusion des tracts, fréquence et forme, diffusion de la presse confédérale, nombre, titres, forme, autres moyens de communication utilisés...).**
9. **Politique financière (moyenne et montant des cotisations, bataille pour le 1 % et pour le PAC...).**
10. **Déploiement (participation aux parrainages, aux initiatives et dispositifs de déploiement organisés par les structures, travail vers les sous-traitants, les entreprises extérieures, les salariés travaillant dans le même secteur professionnel, la même zone géographique...).**

La conférence sur les Unions Locales qui va se tenir les 13 et 14 novembre prochains, doit aussi nous aider à aborder les débats sur la CGT qu'il nous faut construire pour être encore plus près des salariés. Si cette conférence est « sur les UL », nous avons tous les responsabilités de contribuer à ce que de vrais débats s'instaurent dans les syndicats sur le syndicalisme de proximité qu'entend promouvoir la CGT.

S'il est nécessaire de réfléchir et d'avancer sur la place des UL dans la CGT, ce serait une erreur de penser que ce sont les seules transformations à imposer dans la CGT pour être plus efficaces. C'est toutes les structures de la CGT, pro et territoria-

les, qui doivent se mettre en situation de réfléchir et d'opérer les transformations pour répondre aux besoins d'organisation du salariat d'aujourd'hui, et c'est bien avec nos syndicats, avec les salariés, que nous devons faire pour être le plus en phase.

Nous ne le faisons pas pour « sauver les meubles », nous le faisons dans une phase où la CGT a un regard favorable chez les salariés puisque avec les campagnes de déploiement que nous avons réalisées depuis le début de l'année, la CGT a réalisé 23.081 adhésions.

Je laisse le soin aux UD et aux secteurs pro de donner chacun leurs éléments de connaissance. Mais ce niveau d'adhésions est à comparer à celui des 17.000 adhésions réalisées en juin l'année dernière.

Nous restons sur un rythme croissant de forces nouvelles qui peut être décuplé si nous décidons ensemble d'élargir le nombre de syndicats engagés dans cette bataille.

La semaine du 22 au 26 juin doit être mise à profit pour gagner des initiatives de syndicalisation en lien avec la campagne « salaires ».

Ce que nous vivons actuellement ne peut que nous conforter pour amplifier les efforts à gagner avec les syndicats, leur implication dans les plans de déploiement. Ce n'est pas une activité à côté de celle du syndicat, elle est partie prenante de son quotidien.

C'est pour cela que le plan de travail n'est ni local, ni départemental, ni régional, pas plus qu'il n'est professionnel, c'est celui de la CGT sur un territoire donné ou dans une branche particulière. C'est cette solidarité que nous avons besoin de gagner, c'est à partir de cette ambition que je vous propose d'engager la discussion.

Résumé de l'Intervention de Yann DANIEL « RESTITUTION DES DEBATS »

Je ne développerai pas sur la situation politique, chacun est bien au fait des projets gouvernementaux et des conséquences que cela implique pour tous les salariés.

Une réalité s'impose. Pour résister et faire avancer nos propositions, nous avons besoin de mieux nous organiser pour aboutir à un fonctionnement syndical qui tourne à plein régime. Observons notre responsabilité face aux enjeux et la formule : « **Définir ensemble, travailler ensemble** » devient incontournable.

Le développement en grand de campagnes syndicales cohérentes, sur l'expression des revendications et la syndicalisation pour être efficace, oblige à plus de convergences et plus de solidarités sur tous les champs de syndicalisation (FD, secteurs pro, U.L., U.D...).

Prenons par exemple les congrès de syndicats, d'UL, d'UD ou de FD. Nous avons besoin de les pointer sur un calendrier, de les faire remonter pour les préparer ensemble et s'approprier ensemble les contenus et les décisions.

Même chose pour les élections à venir, nombreuses et qui concernent un grand nombre de salariés touchés, de plein fouet par les orientations gouvernementales (santé, services publics, CA, cheminots, construction, mines énergie, CNRACL,...). C'est toute la CGT qui est concernée par ces élections et s'engager dans leur préparation ensemble, est certainement la meilleure méthode pour s'in-

vestir tous ensemble dans la campagne des élections prud'homale 2008. Il n'est pas trop tôt pour décider, des pistes à mettre en œuvre pour plus d'efficacité.

Tout cela suppose d'être beaucoup plus précis sur la connaissance du terrain, sur le salariat, de mieux appréhender ce qui bouge, ce qui évolue, ce qui change dans le travail et cela va de soi, besoin et d'être aussi beaucoup plus précis sur nos forces organisées. Comment mieux intégrer sur tous les champs de notre activité les milliers d'élus et mandatés qui fonctionnent souvent trop seuls, coupés de la vie syndicale au quotidien.

Les initiatives, forum des élus et mandatés, rencontre des C.E., stages spécifiques, mise en œuvre de la Charte des élus et mandatés, devraient nous aider à corriger nos façons de travailler pour plus d'efficacité.

Enfin, rappelons notre volonté et notre implication collective dans la mise en place de syndicats locaux qui devraient permettre que chaque syndiqué soit dans un syndicat (rompre avec l'appellation « syndiqué isolé »).

Je ne reviendrai pas sur l'importance de la généralisation de CoGiTiel qui sous-tend une bonne distribution du n°0 du mensuel qui sortira le 05 septembre. Il reste juillet et août pour se mettre à jour.

Concernant les rencontres avec les syndicats, cela doit être la priorité de notre activité et chaque fois que cela est possible en participant à une

réunion des syndiqués. Sur les Côtes d'Armor, nous avons pris la décision d'établir un compte-rendu du syndicat ou de la section syndicale rencontré/e et de faire que celui-ci soit partagé par tous les membres CE/UL/UD. Ces calendriers de rencontres sont réalisés en commun en travaillant ce que l'on va dire dans les syndicats.

Pour terminer, il nous reste deux initiatives à réussir :

- **La conférence sur les UL des 13 et 14 novembre.**

Le document préparatoire montre bien les évolutions qu'il va falloir opérer à tous les niveaux d'organisation pour rendre utile et efficace cette conférence, tant dans sa préparation que dans son déroulement.

- **La conférence régionale des 8 et 9 novembre.**

Il semble qu'il faut travailler à bien définir le rôle de la région. A ce titre, la mise à disposition du questionnaire, avec des syndicats partie prenante de la réflexion aidera à construire un document préparatoire élaboré conjointement entre territoire et professions. La connaissance des « plans de travail » des différents secteurs et professions devrait nous aider à « mutualiser » et élaborer en commun notre propre plan de travail.

EGALITE PROFESSIONNELLE FEMMES—HOMMES

Les dates des stages organisés dans les Unions Départementales sont maintenant toutes connues.

—U.D. 22 : du 8 au 12 octobre à SAINT BRIEUC

—U.D. 35 : du 22 au 26 octobre

—U.D. 29 : du 26 au 30 novembre

—U.D. 56 : du 3 au 7 décembre

*A noter
sur les
agendas
de rentrée*